

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED)

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée par arrêté préfectoral n°13-2025-11-07-00019 du 10 novembre 2025

Objet de la consultation

Travaux d'entretien spécialisé et réparation des ouvrages d'art - Réseau routier de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée : départements Alpes de Haute Provence (04) et Hautes Alpes (05)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 30 mars 2026 à 22 h 00 (heure locale de l'adresse du RMO)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne :

Les travaux d'entretien spécialisé et de réparation du patrimoine ouvrages d'art du réseau routier national du District Alpes du sud de la DIR Méditerranée (départements 04 et 05).

La catégorie des prestations, objet de la présente consultation, relevant du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993) sera adaptée en fonction de la nature et du montant du bon de commande passé au titulaire.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Réseau de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée. Il s'agit des routes nationales exploitées dans les départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes (RN85, RN202 et RN94).

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP).

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux interventions urgentes définies à l'article 4-5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
LOT 1	RN85 et RN202 - département 04
LOT 2	RN85 et RN94 - département 05

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

pendant le délai de ____ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises."

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots suivants qui composent le présent marché :

Lot	Intitulé
LOT 1	RN85 et RN202 - département 04
LOT 2	RN85 et RN94 - département 05

Pour l'exécution de ces lots, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Lot	Coordonnées du facilitateur
LOT 1	Bénédicte MEYER Département des Alpes-de-Haute-Provence Objectif-Plus (Digne ; Manosque) clausesociale@objectifplus.org - 04 92 75 24 47
LOT 2	Sophie LECLERCQ Département des Hautes-Alpes clauses.insertion@hautes-alpes.fr - 04 92 40 39 54

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du CCAP.

La clause d'insertion se répercute sur les sous-traitants quel que soit le degré de sous-traitance.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Lot	Conditions d'exécution
LOT 1	Etablissement d'un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) global dans le cadre du marché puis le cas échéant établissement dans le cadre de chaque bon de commande d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) spécifique au chantier, basé sur ce SOPRE.

Lot	Conditions d'exécution
LOT 2	Etablissement d'un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) global dans le cadre du marché puis le cas échéant établissement dans le cadre de chaque bon de commande d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) spécifique au chantier, basé sur ce SOPRE.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Bordereau 0 :

- L'Avis de Marché (AM) envoyé à la publication ;
- Le présent Règlement de la Consultation (RC).

Bordereau 1 : Pièces contractuelles

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cadre du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- Le cadre du SOPRE
- Le cadre du SOPAQ

Bordereau 2 : Pièces non contractuelles

- Le Détail Estimatif pour chaque lot.
- Le réseau routier du District des Alpes du Sud.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

A - Dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marche.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

B - Dans un autre sous dossier :

1. Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires** : cadre joint à compléter sans modification par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- **Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ)** cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché et le PAQ suite à son établissement lors de la période de préparation de chaque Bon de Commande.
 - L'organisation technique et administrative prévue par le candidat pour répondre aux commandes ;
 - Les différentes études d'exécution démontrant la maîtrise des études d'exécution pour un ouvrage d'art ;
 - Les procédures d'exécution liées à la reprise d'une étanchéité pour un pont démontrant la maîtrise des procédures d'exécution, y compris fourniture et sous traitants ;
 - Les principales dispositions en matière d'organisation des contrôles intérieurs et de traitement des non-conformités ;

- La maîtrise du suivi des documents.
- Un **mémoire technique** exposant les dispositions que le concurrent se propose d'adopter pour l'exécution des travaux :
 - Les mesures prises pour répondre 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux demandes d'interventions urgentes nécessaires au maintien de la sécurité des usagers fixées aux articles 3-2 de l'acte d'engagement et 4-5 du CCAP, l'organisation prévue par le candidat pour répondre aux commandes (organigramme et localisation des équipes) techniquement et administrativement ;
 - Les moyens humains et matériels proposés pour répondre aux différentes natures de travaux liés à la réparation des ouvrages d'art ;
 - Les mesures prises pour assurer la sécurité, l'hygiène sur les chantiers et les conditions de travail.
- Le **Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)**, cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan de respect de l'environnement (PRE). ***Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché et le PRE suite à son établissement lors de la période de préparation de chaque Bon de Commande.***

Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- Le détail estimatif : cadres joints à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;

- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français ;
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s).

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le maître d'ouvrage commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Critère d'attribution	Pondération
<p>Le prix des prestations évalué au regard du détail estimatif.</p> <p>La note de l'offre n sera donnée par la formule :</p> $Np(n) = 50 \times (\text{montant de l'offre la moins disante} / \text{montant de l'offre})^2$	50 %

Critère d'attribution	Pondération
L'offre ayant le prix le moins élevé se voit donc attribuer une note de 50 .	
<p>La valeur technique au regard du mémoire justificatif et explicatif demandé au 3-2.2 selon les sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le SOPAQ : 10 points <ul style="list-style-type: none"> ◦ L'organisation technique et administrative prévue par le candidat pour répondre aux commandes : 1 point ◦ Les différentes études d'exécution démontrant la maîtrise des études d'exécution pour un ouvrage d'art : 3 points ◦ Les procédures d'exécution liées à la reprise d'une étanchéité pour un pont démontrant la maîtrise des procédures d'exécution, y compris fourniture et sous traitants : 4 points ◦ Les principales dispositions en matière d'organisation des contrôles intérieurs et de traitement des non-conformités : 1 point. ◦ La maîtrise du suivi des documents : 1 point • Le mémoire technique : 20 points <ul style="list-style-type: none"> ◦ La qualité des mesures prises pour répondre vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept aux demandes d'interventions urgentes nécessaires au maintien de la sécurité des usagers fixées aux articles 3-2 de l'acte d'engagement et 4-5 du CCAP : 5 points ◦ Les moyens humains et matériels proposés pour répondre aux différentes natures de travaux liés à la réparation des ouvrages d'art : 10 points ◦ La qualité et la pertinence des mesures prises pour assurer la sécurité, l'hygiène sur les chantiers et les conditions de travail : 5 points <p style="text-align: center;"><i>Note valeur technique $Nt(n) = 30 \times (\text{total de points « technique » offre (n)} / \text{total de points « technique » le plus élevé obtenu parmi toutes les offres})$.</i></p> <p>L'offre ayant réuni le total de points le plus élevé sur le critère technique se voit donc attribuer une note valeur technique de 30.</p>	30 %
<p>La valeur environnementale appréciée en tenant compte des informations contenues dans le SOPRE et explicatif fourni par le candidat à l'appui de son offre : 10 points</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ L'organisation mise en place, avec mention des missions et responsabilités des personnels en charge de l'application du PRE, les références des principaux responsables environnement : 2 points ◦ Le descriptif des mesures prévues pour maîtriser ou réduire les impacts environnementaux vis-à-vis de la pollution des 	20 %

Critère d'attribution	Pondération
<p>eaux de l'air et du milieu naturel précisant les moyens humains, les moyens matériels, la liste des procédures : 3 points</p> <ul style="list-style-type: none"> Les modalités d'organisation et de fonctionnement des contrôles envisagées pour la protection de l'environnement du chantier et des exemples de fiches de suivi : 2 points Le Schéma d'Organisation de la Gestion des Dechets de Chantier qui définira au moins : 3 points <p>La note valeur environnementale (NE) de chaque candidat sera déterminée, à partir du nombre de points environnementaux qu'il aura obtenu, au moyen de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;">Note valeur environnementale Ne = 20 x (total de points « valeur environnementale » offre (n) / total de points « valeur environnementale » le plus élevé obtenu parmi toutes les offres).</p> <p>L'offre ayant réuni le total de points le plus élevé sur le critère technique se voit donc attribuer une note valeur environnementale de 20.</p>	

Ces éléments seront appréciés selon le barème suivant :

Barème sous-critère	1	2	3	4	5	10
Très bon	1	2	3	4	5	10
Bon	0,75	1,5	2,25	3	3,75	7,5
Moyen	0,5	1	1,5	2	2,5	5
Insatisfaisant	0,25	0,5	0,75	1	1,25	2,5
Très insatisfaisant	0	0	0	0	0	0

L'offre économiquement la plus avantageuse sera jugée au regard de la note globale (N_g) établie de la manière suivante :

$$N_g = N_p + N_t$$

Dans laquelle :

N_p = note attribuée au critère prix,

N_t = note attribuée au critère valeur technique.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

La transmission d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique mentionnée au sein de l'Avis de Marché (AM).

La signature électronique doit respecter les modalités de l'arrêté du 12 avril 2018. (L'arrêté du 15 juin 2012 ayant été abrogé)

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation **sous la référence figurant sur l'avis de marché.**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;

- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types *pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg* seront acceptés. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format *Zip*. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA
PSI – Unité Commande Publique
16, rue Antoine Zattara CS 70 248
13 331 Marseille cedex 3

Copie de sauvegarde pour : Réalisation d'un inventaire informatique du patrimoine routier sur le Réseau Routier National de la Direction Interdépartementale des Routes MEDditerranée.

Lot n° :

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.